



**ENTREPRENEURS DE PROGRES**

---

## Revue de presse

*Jeudi 21 février 2019*

*Mobile: 0770 88 90 80  
Lotissement Sylvain Fourastier  
N°08 El Mouradia, Alger  
Mobile: 0770 88 90 80  
[communication@fce.dz](mailto:communication@fce.dz)  
[www.fce.dz](http://www.fce.dz)*

# SOMMAIRE

<b>A la une</b> .....	<b>3</b>
• Les secteurs de l'énergie et de l'eau premiers bénéficiaires : 10 102 milliards DA de crédits à l'économie en 2018 (El Watan).....	3
• Montage automobile : forte hausse des importations des CKD en 2018 (TSA).....	4
• Mohamed Yaddadene, Consultant du secteur automobile : «On est loin des prix administrés des véhicules » (Algérie Eco).....	4
• Création d'une Agence nationale chargée de la qualité : Une nécessité vitale (El Moudjahid).....	6
• La vice-présidente du FCE, Nacera Hadad : 400 entreprises sont dirigées par des femmes (Radio Algérienne).....	7
• « Les politiques de restriction des importations doivent être conjoncturelles » (économiste) (Maghreb Emergent) .....	8
• Batna : entrée en production "courant 2019" de neuf unités industrielles (APS) .....	9
• Aquaculture: Attribution de contrats de concession à plus de 200 investisseurs (APS).....	10
• Sonatrach: Mise en gaz de l'usine de traitement gazier du projet Touat à Adrar (APS).....	11
• Exportations: premier convoi par voie routière vers le Sénégal (APS) .....	11
• Salon "Gulfood 2019": le Groupe DP World intéressé par le marché algérien (APS) .....	12
• Mise en gaz de l'usine de traitement gazier du projet Touat à Adrar (Radio Algérienne) .....	13
• La transformation numérique des entreprises, en mode « concret » (Reporters) .....	14
• Mourad Preure : les prix vont se stabiliser autour de 65 dollars en 2019 (Radio Algérienne) .....	15
<b>Banque/bourse/Assurance</b> .....	<b>16</b>
• L'épargne hors circuit bancaire représente un tiers de la masse monétaire (Algérie Eco).....	16
<b>Commerce</b> .....	<b>17</b>
<b>Coopération</b> .....	<b>17</b>
• Algérie-Koweït : tenue de la 10ème session de la commission mixte le 21 février au Koweït (APS).....	17
• Necib évoque la coopération bilatérale avec le ministre Cubain du commerce (APS) .....	18
<b>Veille</b> .....	<b>18</b>

## A la une

### **Les secteurs de l'énergie et de l'eau premiers bénéficiaires : 10 102 milliards DA de crédits à l'économie en 2018 (El Watan)**

Les crédits à l'économie, qui ont atteint près de 50% du PIB en 2018, passant de 7909 milliards DA (Mds DA) en 2016 à 10 102 Mds DA en 2018, ont été surtout concentrés sur les secteurs de l'énergie et de l'eau pour ce qui est des crédits à long terme. C'est ce qu'a indiqué hier le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Loukal, rapporte l'APS.

Le financement bancaire destiné à l'économie, même s'il a indéniablement progressé ces dernières années avec une hausse annuelle de crédits passée de 8,7% en 2016 à 12,3% en 2017 et à 13,8% en 2018, n'a tout de même pas été «totalelement inclusif» dans l'ensemble des secteurs de l'économie.

La part des crédits à moyen et long termes dans le total des crédits à l'économie est passée de 57% en 2009 à 75% en 2018. Mais cette progression résulte surtout de la hausse des crédits liés au financement des investissements dans l'énergie et l'eau, a-t-il soutenu. Mais vu l'importance des PME dans le développement économique du pays, l'amélioration de la capacité des banques et du système financier à accompagner la création et le développement des petites et moyennes entreprises productives est plus que jamais requise.

La dynamisation de leurs activités de conseil à la clientèle et notamment l'expertise en matière d'analyse de projets est également recommandée, selon le gouverneur. «Ce sont des métiers que les banques doivent nécessairement développer pour promouvoir le développement des crédits d'investissement et mieux gérer les risques», a-t-il dit à l'adresse des banquiers présents.

Abordant les différents axes de la réforme bancaire et financière, il a notamment souligné la faible capacité des banques à collecter l'épargne : «La collecte des ressources est l'un des talons d'Achille du système bancaire algérien.» Sur les quelque 5000 mds DA de monnaie fiduciaire en circulation, soit 32% de la masse monétaire, on estime entre 1500 Mds DA à 2000 mds DA l'épargne hors circuit bancaire des agents économiques, a rappelé M. Loukal.

«L'amélioration des services bancaires existants et une politique agressive d'offre de services bancaires innovants, y compris une politique de taux attractifs, permettrait certainement de drainer une grande partie de cette épargne vers le circuit bancaire», a-t-il avancé. Cette démarche est d'autant plus nécessaire que l'actuelle aisance en matière de liquidité bancaire est générée, pour l'essentiel, par le financement monétaire appelé à prendre fin dans un horizon temporaire limité, a-t-il soutenu.

M. Loukal n'a pas manqué de rappeler que le financement non conventionnel, même s'il a permis de desserrer la contrainte financière et d'assurer la continuité de la dépense publique, ne pouvait en aucun cas constituer une solution durable. Le même responsable a appelé à ce qu'«à

l'avenir, les financements bancaires devraient s'orienter davantage vers les industries manufacturières et les services productifs portés par les PME à valeur ajoutée avérée».

### **Montage automobile : forte hausse des importations des CKD en 2018 (TSA)**

La facture d'importation des collections CKD destinées à l'industrie de montage des véhicules de tourisme a atteint près de 3 milliards de dollars en 2018 contre 1,67 milliard de dollars en 2017, a annoncé, ce mercredi 20 février, le Centre national des transmissions et du système d'information des Douanes (Cntsid) via l'agence officielle.

Les importations des collections CKD des véhicules de tourisme (classés dans le Groupe des Biens de consommation non-alimentaires) ont augmenté de plus de 1,32 milliard de dollars, soit une hausse de 79,23% par rapport à 2017.

Cette tendance haussière a également touché les importations des véhicules de Transport de Personnes et de Marchandises et de leurs collections CKD avec une facture de 732,14 millions de dollars en 2018 contre 521,22 millions de dollars en 2017, en hausse de 40,5%.

Ainsi, la facture globale d'importation des collections CKD destinées à l'industrie de montage de ces deux types de véhicules et l'importation des véhicules de Transport de Personnes et de Marchandises (produits finis) s'est chiffrée à plus de 3,73 milliards de dollars en 2018 contre 2,2 milliards de dollars en 2017, en hausse de 1,53 milliard de dollars (+70%).

Concernant les importations des parties et accessoires des véhicules automobiles (pièces détachées pour les véhicules d'occasion...), elles ont baissé à 374,6 millions de dollars contre 416,23 millions de dollars, soit une baisse de 41,65 millions de dollars (-10,01%).

En outre, les importations des pneumatiques neufs en caoutchouc se sont chiffrées à 147 millions de dollars en 2018 contre 123,62 millions de dollars en 2017 (+19%).

### **Mohamed Yaddadene, Consultant du secteur automobile : «On est loin des prix administrés des véhicules » (Algérie Eco)**

Dans cet entretien, l'expert du domaine de l'automobile, MYaddadene, réagit aux dernières déclarations du ministre de l'Industrie concernant les prix des véhicules montés localement. Selon lui, les consommateurs n'ont pas le choix pour le moment que de suivre l'évolution de la situation du marché de l'offre. MYaddadene donne également son avis sur l'information portant sur une probable installation des producteurs automobiles russes

qui auraient proposé à l'Algérie de délocaliser l'assemblage de voitures russes Lada dans le pays.

Algérie-Eco : « La baisse des prix des véhicules dépend de la loi de l'offre et de la demande », a déclaré récemment le ministre de l'Industrie et des Mines, M. Youcef Yousfi. Êtes-vous de cet avis?

MYaddadene : Cela dépend des marchés, c'est une approche pour fixer les prix cependant on n'est pas dans ces cas car chaque producteur peut adopter une méthode de fixation des prix selon son choix pour pouvoir être compétitif et rentable. Généralement les concessionnaires sont à l'écoute de la demande mais procèdent à des relevés de prix de la concurrence par segment de produit, effectuent des comparatifs et essaient de définir le meilleur positionnement possible de chaque modèle en y intégrant les rapports avec les mêmes équipements par rapport aux concurrents afin d'évaluer l'écart et de tenter de trouver un prix qui soit concurrentiel et accepté par les acheteurs. Pour le moment sur notre marché, on tend d'avantage vers presque des monopoles entre les acteurs présents d'où le rapport de force face à une demande du marché insatisfaite faute de disponibilité et de choix diversifiés.

Selon le ministre, le gouvernement et le ministère de l'Industrie ne peuvent pas forcer les opérateurs à déterminer ou à réduire les prix des véhicules montés localement, qui, faut-t-il le rappeler, demeurent très élevés. Quel commentaire faites-vous à ce revirement de position?

Si l'on se réfère aux conditions définies dans le cahier des charges et les lois du marché avec la liberté dans la fixation des prix on constatera que chaque concessionnaire est libre dans sa méthode de fixation et le choix de ses prix au niveau du marché. On est loin des prix administrés.

C'est aux acheteurs de trancher mais si on revient quelques mois en arrière le discours était tout à fait le contraire, on nous avait annoncé d'éventuelles baisses des prix. A moins que les rapports de force avec les concessionnaires ont changé entretemps. Mais toujours est-il j'avais dit que les prix ne pourront plus jamais baisser à moins d'actions miracles pour réduire les coûts qui sont intégrés dans les structures de prix. Quand les avantages accordés aux concessionnaires vont cesser dans le cadre des investissements réalisés les prix pourront grimper de nouveau et ce indépendamment des effets de la dévalorisation la monnaie à anticiper et à intégrer dans la définition des coûts des futurs prix.

Comment alors peut-on convaincre les consommateurs algériens à acheter un véhicule monté localement, avec un prix élevé et une qualité qui se discute?

Les consommateurs n'ont pas le choix pour le moment que de suivre l'évolution de la situation du marché de l'offre, tout en cédant aux actions marketing des marques surtout promotionnelles animées par chaque concessionnaire avec des remises assez conséquentes depuis les six derniers mois, combinées au crédit à la consommation avec les banques pour pousser à la consommation. Comme en ce moment il ya eu de nombreuses livraisons de logement beaucoup de ménages s'orientent les derniers versements pour acquérir un toit d'abord et la voiture ensuite.

Au siège de l'usine d'assemblage de voiture Kia dans la commune de Djerma, une convention de partenariat a été signée par le groupe "Global group" et l'Agence nationale d'emploi (ANEM) portant sur la création de 2.500 emplois dans le cadre des perspectives du groupe de générer 10.000 emplois d'ici 2020. est-ce réalisable à votre avis?

Je pense que c'est un chiffre très important valable à une certaine époque chez des entreprises publiques qui avaient atteint ce niveau et mais voyez ce qui en reste. C'est un souhait pour notre industrie que de créer autant d'emplois mais qui sera difficile à réaliser en termes d'emplois directs et indirects. Ce serait intéressant de comprendre avec quelle stratégie pourra-t-on atteindre ce chiffre ? Surtout avec une industrie de montage qui n'est pas encore dans la fabrication. ça va être compliqué de réaliser ce niveau d'emplois.

Les producteurs automobiles russes auraient proposé à l'Algérie de délocaliser l'assemblage de voitures russes Lada dans le pays, qui fabrique déjà des Renault Symbol à partir de pièces livrées par le russe AvtoVAZ, rapporte l'agence de presse russe, Sputnik. Qu'en pensez-vous?

La marque LADA est connue et elle a beaucoup évolué ceci dit à mon avis les investissements productifs sont les bienvenus dans une industrie en redéploiement cela va enrichir l'offre mais là aussi l'intérêt, c'est d'arriver à une véritable industrie de fabrication en faisant venir des équipementiers qui pourront produire localement les pièces et accessoires mais également en réalisant plus d'ouverture vers l'export comme c'est le cas au Maroc pour les marques qui fabriquent et exportent plus de 70% des volumes vers d'autres marchés.

### **Création d'une Agence nationale chargée de la qualité : Une nécessité vitale (El Moudjahid)**

«Il est urgent que l'accréditation endosse son uniforme d'obligation». Prononcés par le directeur général d'Algerac, ces mots, formulés sous forme de cri de cœur, voient leur coefficient se multiplier. Dans un franc-parler qui lui est coutumier, Noureddine Boudissa appelle à la «création d'une agence nationale chargée de la qualité, laquelle aura un caractère autonome, souverain, qui lui permettra d'imposer à tous les acteurs une ligne de conduite». Outre les moyens nécessaires, explique notre vis-à-vis avec force arguments, «il est primordial que cette entité dispose de prérogatives lui permettant d'avoir un droit de regard sur tout ce qui se fait dans le domaine». Une entité qui aura un «intérêt stratégique» pour le développement économique et, par ricochet, commercial du pays. Ce «plan Marshall», que M. Boudissa préconise, devra «repenser», pour reprendre ses termes, l'infrastructure qualité algérienne et permettre à l'économie nationale de se mettre aux standards internationaux. Dans cette optique, Algerac, soutient son premier responsable, apportera sa contribution et son capital expérience afin d'aider tous les laboratoires publics et privés à s'inscrire dans cette inéluctable démarche

d'accréditation. D'autre part, M. Boudissa explique que repenser l'infrastructure qualité ne signifie pas «freiner», mais «contrôler toutes les opérations d'importation afin d'apporter les assurances nécessaires au consommateur». Enchaînant, il précise que l'infrastructure qualité «jouera son rôle de régulateur». Pour ce faire, s'imposent, aux yeux de notre interlocuteur, un «toiletage» et «une mise à niveau de la réglementation en l'adaptant aux nouveaux défis». Une démarche qui nécessitera également d'associer les opérateurs économiques, les associations professionnelles et celles chargées de la protection du consommateur. Et d'ajouter : «Que les étrangers aient confiance en le produit algérien. Ce dernier doit subir des tests avant de l'envoyer à l'exportation, et cela évitera pas mal de choses, dont le renvoi de nos produits par d'autres pays.» Le développement de la qualité, poursuit M. Boudissa, «doit rayonner sur toutes les activités porteuses et potentiellement exportables», citant, à titre illustratif, les produits agricoles, manufacturiers, électroniques ainsi que ceux de la pièce de rechange, entre autres... Bifurquant sur les activités d'Algerac qui, rappelons-le, a obtenu la reconnaissance internationale de ses certificats et logos à compter d'octobre 2017, M. Boudissa annonce que l'organisme qu'il dirige est déjà sollicité par des pays comme le Maroc, la Mauritanie, le Burkina Faso. «Une avancée significative», commente, allègre, le même responsable, qui veut aussi une autonomie en termes de formation de la ressource humaine. Algerac, qui assure elle-même la formation, dispose de 180 experts et évaluateurs. Ayant banni l'impossible de son vocabulaire, M. Boudissa affirme que l'objectif est d'atteindre les 700. Une chose est sûre : Algerac a cumulé des prouesses, mais ne veut pas s'arrêter en si bon chemin. Pour son premier responsable, l'appétit vient en travaillant. Et le travail, dit-il, doit impérativement rimer avec efficacité.

### **La vice-présidente du FCE, Nacera Hadad : 400 entreprises sont dirigées par des femmes (Radio Algérienne)**



« Sur les 7 milles entreprises affiliées au Forum des chefs d'entreprises (FCE), 400 sont dirigées par des femmes », a annoncé la vice-présidente de cette organisation patronale, Nacera Hadad.

Considérant cela comme une avancée, Mme Hadad, qui était, mercredi, l'Invité de la matinale de la Chaine 1 de la Radio Algérienne, a précisé qu' « en 2014 le FCE comptait dans ses rangs seulement 20 femmes chefs d'entreprises ».

Par ailleurs, Mme Hadad a pointé du doigt la bureaucratie, qui, selon elle, empêche la concrétisation de la volonté du président de la république de promouvoir l'investissement et le développement économique du pays.

**« Les politiques de restriction des importations doivent être conjoncturelles » (économiste) (Maghreb Émergent)**

Le professeur d'économie Mohamed Cherif Belmihoub estime que la politique de la balance commerciale nécessite d'être traitée dans le cadre de la transformation économique que l'Algérie attend depuis très longtemps

« Les politiques de restriction des importations par les licences ou par la protection tarifaire ne doivent être que conjoncturelles, sinon on étouffe toute l'économie », estime dans un entretien à El Watan, Mohamed Cherif Belmihoub, professeur d'économie et de management et consultant. L'expert relève que le tiers des importations va aux inputs du système productif et l'autre tiers aux biens d'équipement, et dès lors que les importations sont réduites, « c'est tout le système de production qui s'en trouve affecté ». Pour l'économiste, la politique de la balance commerciale (ou la politique du commerce extérieur) ne doit pas être de court terme ou conjoncturelle, (ce qui relève de la régulation à court terme : ouvrir et fermer les importations). En revanche, cette question problème doit être traitée, selon M. Belmihoub, dans le cadre de la transformation économique que l'Algérie attend depuis très longtemps. « Exporter plus (ce qui est exportable) et importer moins (par des substitutions aux importations) sont des problèmes structurels et qui nécessitent des traitements approfondis », analyse l'économiste.

Il convient de rappeler que l'interdiction d'importer une liste de produits divers a ouvert la voie à l'informel, et contraint des commerces à fermer boutique ou carrément à changer d'activité, des entreprises se sont retrouvées en manque d'intrants, sans parler la flambée des prix et les pénuries de produits. La mise en place du mécanisme DAPS portant sur 1095 produits soumis à une taxe allant de 30 à 200%, devrait permettre la relance et la réouverture économiques de cette activité aux opérateurs importation. Cette mesure introduite dans la loi de finances complémentaire de l'année 2018 vise à protéger et encourager la production nationale, réduire la facture des importations et aussi décourager certains importateurs qui, souvent, gonflent leurs factures.

« On ne gère pas un pays de la taille de l'Algérie avec une perspective annuelle »

Par ailleurs, Mohamed Cherif Belmihoub relève qu'il n'existait pas de projet politique qui va au-delà de la loi de finances. « On ne gère pas un pays de la taille de l'Algérie (le réel et le potentiel) avec une perspective annuelle. Les enjeux sont tellement importants pour notre pays de par sa position, sa taille relative en Afrique et dans le monde arabe, ses potentiels économiques que les défis soient du même ordre. C'est



pourquoi nous avons besoin d'une ambition, d'une vision et d'une projection à long terme », soutient-il. Pour lui, la loi de finances annuelle est un document essentiellement budgétaire (dépenses et recettes de l'Etat et dispositions fiscales et quelques dispositions à caractère régulateur) et n'ayant donc pas vocation à traiter les problèmes structurels de l'économie nationale.

« La loi de finances est un outil d'exécution des politiques économiques et des politiques publiques et n'a pas vocation à se substituer à une vision globale du pays à terme. Cette ambition exprimée dans une vision donnerait de l'espoir à chacun et à l'ensemble des acteurs pour leur permettre de se projeter, de prendre des risques et d'investir dans l'avenir », a déclaré Belmihoub pour qui le fait d'accorder trop d'importance à la loi de finances dans les débats montre « l'indigence de la réflexion sur les questions fondamentales ». L'économiste déplore que la trajectoire budgétaire 2016-2019 suggérée par les rédacteurs du nouveau modèle de croissance économique pour justement sortir de l'annualité de la loi de finances n'ait pas été respectée.

### **Batna : entrée en production "courant 2019" de neuf unités industrielles (APS)**

Neuf (9) unités industrielles dans la wilaya de Batna entreront "courant 2019" en phase de production, a indiqué mercredi le directeur local de l'industrie et des mines, Djamel Bousaâd.

Ces unités permettront la création de plus de 5.000 postes d'emploi permanents dans divers secteurs liés au montage des équipements électroniques et électroménagers, la céramique, la transformation du verre, ainsi que le raffinage des huiles, a précisé à l'APS le même responsable.

L'année 2017 dans la wilaya de Batna, selon la même source, a été marquée par la création de onze (11) unités similaires ayant contribué à offrir 3.430 postes d'emploi permanents dans différents créneaux d'activités, dont les domaines de montage des véhicules et des bus, la céramique, la conservation de la viande rouge, la production des plaques d'aluminium et le recyclage du plastique.

M. Bousaâd a affirmé que des efforts sont déployés actuellement dans la wilaya pour la "domiciliation progressive de plusieurs projets dans diverses zones d'activités", notamment celles créées au titre de l'exercice 2017 dont deux dans la commune d'El Madher réservées pour abriter 40 hangars destinés aux porteurs de projets promus de l'université, deux (2) autres de la localité de Barika, une partie "B" de la zone d'activités de celle de Djerma, en plus de l'extension de la zone de la localité d'Ain Yagout.

S'agissant des projets en perspective, la même wilaya a bénéficié également de la réalisation de 14 opérations concernant les secteurs de l'industrie, de l'agriculture et du tourisme, visant la création de plus de

9.210 postes d'emploi permanents, ont indiqué les responsables du comité d'investissement et de l'emploi.

### **Aquaculture: Attribution de contrats de concession à plus de 200 investisseurs (APS)**

Des contrats de concession ont été accordés à 212 opérateurs économiques en aquaculture jusqu'à l'heure actuelle, a indiqué mercredi à Alger le directeur général de la pêche et de l'aquaculture auprès du ministère de l'Agriculture, Taha Hammouche.

Ces concessions leur permettront de lancer leurs activités dans la filière de la production aquacole, et ce, à travers un investissement global de 75 milliards de dinars, a-t-il précisé à la presse en marge d'une rencontre sur un projet de coopération entre la Direction générale de la pêche et de l'aquaculture (DGPA) et l'Union européenne autour des techniques de communication institutionnelle.

Selon le même responsable, ces titres de concession entrent dans le cadre de la stratégie 2015-2020 de ce secteur qui avait tablé sur la création de 190 fermes aquacoles seulement.

Mais l'intérêt que portent les investisseurs à l'aquaculture a, ainsi, dépassé les prévisions du secteur puisqu'il a été enregistré, jusqu'à maintenant, 491 demandes de titres de concession par les services de la DGPA.

Les 212 investisseurs qui ont obtenu les concessions "finalisent les dernières démarches auprès de leurs financeurs ou de leurs fournisseurs de matériel pour entamer leur activité", a-t-il indiqué.

La production nationale en poisson, qui a atteint 120.000 tonnes durant l'exercice 2018, pourrait s'accroître à 180.000 tonnes grâce au développement de la pêche aquacole, sachant qu'au niveau national, 70 fermes aquacoles sont en activité et 60 autres sont en cours de réalisation. Le montant des investissements dans l'aquaculture a atteint près de 200 milliards de dinars.

Par ailleurs, concernant le programme de formation autour des techniques de communication institutionnelle, il a concerné 35 cadres du secteur de la pêche et de l'aquaculture.

Pour le directeur général de la pêche et de l'aquaculture, ces techniques d'information et de communication doivent permettre de faire savoir que l'Etat accompagne les investisseurs et qu'il soutient l'investissement local dans ce secteur.

Il s'agit également de communiquer auprès des médias, des investisseurs et du grand public sur les capacités importantes que l'Algérie possède en matière d'opportunités d'investissement dans la production halieutique.

"Aujourd'hui, le rôle de toute institution a changé. Concernant la DGPA, il s'agit de jouer le rôle de catalyseur économique et de moteur principal pour l'attraction de l'investissement dans la pêche et l'aquaculture", a-t-il estimé.

## **Sonatrach: Mise en gaz de l'usine de traitement gazier du projet Touat à Adrar (APS)**



L'usine de traitement de gaz du projet Touat (wilaya d'Adrar) a été mise en gaz, préluant ainsi à sa mise en exploitation qui interviendra prochainement après la réalisation de tous les tests d'usage, a annoncé mercredi le groupe Sonatrach.

Cet ouvrage produira 12,8 millions Sm<sup>3</sup>/jour de gaz de vente (soit 4,5 milliards m<sup>3</sup>/an) et 1.800 barils/jour de condensat stabilisé, précise le groupe pétro-gazier national dans un communiqué.

Le projet Touat gaz est localisé sur les blocs 352a et 353 situés dans le périmètre de Touat lequel est rattaché administrativement à la wilaya d'Adrar.

Concernant le plan de développement de ce projet, il consiste à la réalisation d'un forage de 18 puits producteurs de gaz et à la construction d'une usine de traitement de gaz d'une capacité de traitement de 14,3 millions Sm<sup>3</sup>/jour. Il s'agit aussi de la réalisation d'un réseau de collecte et d'expédition ainsi que de routes et d'une piste d'atterrissage et d'une base de vie ainsi qu'un camp de sûreté.

Le gaz produit sera acheminé au gazoduc GR5/TRC par un pipeline sur une longueur de 48 km.

Le champ de Touat est développé par Sonatrach (35%) et son partenaire britannique Neptune Energy (65%).

Pour rappel, l'Algérie, qui intensifie ses investissements dans le secteur pétrolier, œuvre également à développer davantage le secteur gazier en lançant de nouveaux projets dans le cadre de la nouvelle stratégie de Sonatrach (SH2030) qui vise à accroître la production et à développer l'industrie de la transformation.

Parmi ces investissements gaziers figurent le champ de Timimoun, entré en production en mars 2018 pour une capacité de 1,8 milliard de m<sup>3</sup> de gaz/an à partir de 37 puits, dans le cadre d'un partenariat SonatrachTotal-Cepsa, et le champ gazier de Reggane Nord, opérationnel depuis 2017 et développé par Sonatrach et les partenaires européens Repsol, DEA Deutsche Erdoel et Edison, pour atteindre à terme une production annuelle de 4,5 milliards de m<sup>3</sup>.

## **Exportations: premier convoi par voie routière vers le Sénégal (APS)**

Le groupe public de transport routier de marchandises Logitrans a lancé, lundi dernier, sa première opération de transport vers Dakar (Sénégal) via Nouakchott (Mauritanie) pour l'exportation de marchandises algériennes, a appris l'APS auprès de cette société publique.

Cette opération s'inscrit dans le cadre d'une convention signée, en novembre dernier entre cette société et le ministère du Commerce, portant accompagnement des exportateurs algériens en matière de transport routier international et de logistique.

L'arrivée dans la capitale mauritanienne est prévue pour le 25 février avant d'aboutir le 27 février à Dakar.

Ainsi, un convoi de treize (13) semi-remorques du groupe Logitrans a pris la route pour transporter 340 tonnes de marchandises avec 230 tonnes livrées à Nouakchott et 110 tonnes à Dakar.

L'expédition parcourt au total 3.900 km en dix (10) jours pour atteindre sa destination finale, et ce, à raison de 1.800 km en 3 jours sur le territoire algérien, une (1) journée pour les formalités douanières au Poste frontalier de Tindouf, 1.700 km en 4 jours en territoire mauritanien et 400 km en 2 jours en territoire sénégalais.

Le convoi est accompagné d'engins de soutien et suivi par GPS et téléphone satellitaire.

Les 230 tonnes de marchandise destinées à la Mauritanie se composent de 200 tonnes de produits agroalimentaires, de 60 tonnes de produits agricoles, de 60 tonnes d'articles de ménage en plastique et de 20 tonnes produits chimiques.

Pour le Sénégal, 110 tonnes de produits agroalimentaires algériens y sont exportées.

Pour rappel, un nouveau poste frontalier terrestre entre l'Algérie et la Mauritanie, situé dans la wilaya de Tindouf, a été ouvert en août dernier, et ce, en application des recommandations de la 18ème session de la Haute commission mixte algéro-mauritanienne, tenue en décembre 2016 à Alger.

Ce poste frontalier constitue un moyen de facilitation des déplacements et passage des personnes et d'intensification des échanges commerciaux entre les deux pays, d'une part, et avec les autres pays de l'Afrique de l'Ouest, d'autre part.

### **Salon "Gulfood 2019": le Groupe DP World intéressé par le marché algérien (APS)**



Le président directeur général (PDG) du Groupe Dubaï Ports World (DP World), Sultan Ahmed Bin Sulayem, a affirmé mercredi à Dubaï que le

groupe était intéressé par le marché algérien, particulièrement les projets de plate-formes logistiques que l'Algérie compte lancer dans le Grand Sud en vue de faciliter ses exportations vers l'Afrique.

M. Bin Sulayem a déclaré lors d'une rencontre avec le ministre du Commerce, Saïd Djellab au siège du Groupe à Dubaï, que le groupe DP World activant en Algérie depuis des années (ports d'Alger et de Jijel) s'intéresse à élargir ses investissements dans le domaine de création des ports secs en fonction du plan de l'Algérie qui compte réaliser ces plate-formes logistiques en vue d'encourager les exportations vers les pays africains, exprimant à cette occasion, sa disponibilité à examiner les propositions avec la partie algérienne.

"Nous souhaitons élargir nos activités en Algérie à travers l'investissement dans les plateformes logistiques et nous ne nous contentons pas uniquement de la gestion des ports (...), d'autant que la grande dynamique que connaît l'économie algérienne nécessite accompagnement par des infrastructures permettant le développement des échanges commerciaux", a déclaré le même responsable.

Et d'ajouter "nous disposons de bases logistiques dans plusieurs pays africains tels que Dakar (Sénégal), Bamako (Mali) et Kigali (Rwanda), des pays aux marchés desquels l'Algérie compte accéder, alors nous pensons coopérer avec l'Algérie pour relier les plateformes logistiques avec ces pays à l'effet d'accélérer le flux de marchandise et économiser efforts et argent".

Qualifiant le climat d'affaires en Algérie de "motivant" et les investissements de "prometteurs" à partir de l'expérience du groupe DP World en Algérie, M. Bin Sulayem a appelé les opérateurs de son pays à venir investir davantage en Algérie, pays qui "offre des opportunités qu'on trouve rarement dans plusieurs pays de par le monde".

Pour sa part, le ministre du Commerce, Saïd Djellab, a indiqué que sa rencontre avec le PDG du Groupe DP World avait permis d'examiner plusieurs points, en tête desquels figure les possibilités de coopération avec ce groupe leader dans le monde en matière de plate-formes logistiques et de gestion des ports, vu que le programme du gouvernement vise le renforcement de ces infrastructures notamment dans le Grand Sud.

Le ministre a indiqué qu'il a noté l'intérêt qu'accorde le premier responsable de ce groupe à davantage de coopération avec l'Algérie, mettant en avant que le groupe est conscient de l'utilité et de la rentabilité des projets des plateformes logistiques dans le Sud de l'Algérie. Il a souligné, par ailleurs, que les Emirats Arabes Unis est un partenaire qualitatif et exceptionnel, ajoutant qu'il s'agit d'augmenter plus le volume de partenariat et de promouvoir la coopération au niveau des relations politiques et diplomatiques privilégiées entre les deux pays.

### **Mise en gaz de l'usine de traitement gazier du projet Touat à Adrar (Radio Algérienne)**



L'usine de traitement de gaz du projet Touat (wilaya d'Adrar) a été mise en gaz, préluant ainsi à sa mise en exploitation qui interviendra prochainement après la réalisation de tous les tests d'usage, a annoncé mercredi le groupe Sonatrach.

Cet ouvrage produira 12,8 millions Sm<sup>3</sup>/jour de gaz de vente (soit 4,5 milliards m<sup>3</sup>/an) et 1.800 barils/jour de condensat stabilisé, précise le groupe pétro-gazier national dans un communiqué.

Le projet Touat gaz est localisé sur les blocs 352a et 353 situés dans le périmètre de Touat lequel est rattaché administrativement à la wilaya d'Adrar.

Concernant le plan de développement de ce projet, il consiste à la réalisation d'un forage de 18 puits producteurs de gaz et à la construction d'une usine de traitement de gaz d'une capacité de traitement de 14,3 millions Sm<sup>3</sup>/jour.

Il s'agit aussi de la réalisation d'un réseau de collecte et d'expédition ainsi que de routes et d'une piste d'atterrissage et d'une base de vie ainsi qu'un camp de sûreté.

Le gaz produit sera acheminé au gazoduc GR5/TRC par un pipeline sur une longueur de 48 km.

Le champ de Touat est développé par Sonatrach (35%) et son partenaire britannique Neptune Energy (65%).

Pour rappel, l'Algérie, qui intensifie ses investissements dans le secteur pétrolier, œuvre également à développer davantage le secteur gazier en lançant de nouveaux projets dans le cadre de la nouvelle stratégie de Sonatrach (SH2030) qui vise à accroître la production et à développer l'industrie de la transformation.

Parmi ces investissements gaziers figurent le champ de Timimoun, entré en production en mars 2018 pour une capacité de 1,8 milliard de m<sup>3</sup> de gaz/an à partir de 37 puits, dans le cadre d'un partenariat SonatrachTotal-Cepsa, et le champ gazier de Reggane Nord, opérationnel depuis 2017 et développé par Sonatrach et les partenaires européens Repsol, DEA Deutsche Erdoel et Edison, pour atteindre à terme une production annuelle de 4,5 milliards de m<sup>3</sup>.

### **La transformation numérique des entreprises, en mode « concret » (Reporters)**

Au-delà des slogans, la transformation numérique des entreprises en Algérie est bien concrète. La rencontre « Cisco Partners Technology Day »

organisée ce mercredi au Centre International des Conférences d'Alger (CIC) par Cisco Algérie a été une occasion de le confirmer. Travailler en dehors de son lieu de travail est bien possible en Algérie.

Une « réalité » rendue accessible aux employés grâce à l'internet via le recours de plusieurs entreprises à de multiples Cloud (public, privé et Saas) pour héberger leurs applications. Une profonde transformation qui prend de plus en plus d'ampleur, et du coup qui a besoin d'une sécurité renforcée. La rencontre de ce mercredi a été une occasion pour les responsables de Cisco Algérie de présenter leurs solutions technologiques dans le domaine de la transformation numérique et des réseaux. L'accent a été mis sur Cisco SD-WAN, une architecture basée sur le Cloud, alliant les technologies de Sécurité et de réseau étendu défini par logiciel (SD-WAN), afin d'encourager les entreprises à adopter le Cloud en toute confiance.

Karim Sid Ahmed, Directeur Général de « Cisco Algérie »

Les partenaires de Cisco Algérie présents à l'événement ont, de leur côté, réalisé des démonstrations sur les différentes architectures : Algérie Télécom avec une démonstration de Datacenter hyperconvergente (HYPEFLEX), Pc Compo sur la Collaboration- Visioconférence, Ares sur le Networking & DNA, IT2S sur Security Cloud et Foxnet sur la solution réseau Meraki.

### **Mourad Preure : les prix vont se stabiliser autour de 65 dollars en 2019 (Radio Algérienne)**



Avec les politiques de Trump et sous la pression des aléas géostratégiques et des réalités économiques, «le marché énergétique demeure instable et incertain», a expliqué l'expert international en énergie, M. Mourad Preure qui était ce, mercredi, l'invité de la rédaction de la radio Chaîne 3.

Selon ses prévision, les prix de l'or noir vont «fluctuer autour d'un pivot de 65 dollars le baril en 2019 et très probablement ils peuvent atteindre une moyenne de 70 dollars le baril».

Plus prudent sur l'évolution éventuelle des facteurs déterminants, entres autres, la possibilité du retour des réserves américaines du bassin permien sur le marché, les signaux de rapprochement entre la Chine et les Etats-Unis et les exemptions accordées à 8 pays qui vont prendre fin en mai prochain, la réunion de l'OPEP en avril, l'expert s'attend à «troisième trimestre 2019 délicat».

**Le domaine minier algérien recèle de grandes capacités**

«Le domaine minier algérien qui est insuffisamment exploité (40% seulement) recèle de grandes capacités», a affirmé l'invité de la Chaine 3 de la radio nationale.

Récusant les pronostics des «esprits défaitistes», M. Preure a avancé, à titre d'exemple, que jusque-là nous n'avons soutiré que 15% des réserves de Hassi Messaoud avec un taux de récupération de 20 à 26%.

«Rien qu'en augmentant ces taux de récupération de 3 à 4% nous obtiendront des décennies de pétrole», explique-t-il avant de citer les réserves de pétrole et de gaz conventionnel et non conventionnel que recèle le pays.

Risque de précarité énergétique : les renouvelables et le renforcement de Sonatrach pour relever les défis

En revanche, M. Preure avertit sur le risque de nous retrouver «à court terme» en «situation de précarité énergétique», car, insiste-t-il, «notre modèle de consommation n'est pas soutenable». Chiffres à l'appui, il cite la croissance de la demande nationale gazière qui progresse de 8% par an et la multiplication de la consommation des produits pétroliers par 3 depuis 2013.

S'interdisant de plaider en faveur de l'augmentation des prix à la consommation locale, l'invité de la Chaine 3 recommande «une politique volontariste» qui peut faire de l'Algérie un leader de la transition énergétique.

Rappelant que le pays dispose d'un ensoleillement de 3 650 heures sur 86% du territoire national et d'importantes ressources en silice pour la production des panneaux photovoltaïques et en lithium pour la fabrication des batteries, il appelle à la «construction de partenariats stratégiques avec des leader technologiques».

M. Preure a, par ailleurs, insisté sur la nécessité du renforcement de la compagnie nationale Sonatrach. Car, affirme-t-il, la force d'un pays producteur n'est pas dans ses réserves mais dans la compétitivité de sa compagnie.

### Banque/bourse/Assurance

#### **L'épargne hors circuit bancaire représente un tiers de la masse monétaire (Algérie Eco)**

L'épargne hors circuit bancaire des agents économiques algériens, estimé entre 1.500 et 2.000 milliards de dinars, a atteint un tiers de la masse monétaire en circulation, a indiqué le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Loukal, selon la Radio Algérienne.

Il a par ailleurs indiqué que les crédits accordés à l'économie ont atteint 10,102 milliards de dinars en 2018, soulignant que « dans l'avenir, les financements bancaires devraient s'orienter davantage vers les industries



manufacturières et les services productifs portés par les PME, à valeur ajoutée avérée », selon le même média.

Il a indiqué que le financement bancaire destiné à l'économie, même s'il a progressé ces dernières années, n'a tout de même pas été « totalement inclusif » dans l'ensemble des secteurs de l'économie.

Réforme du système bancaire et financier

Le montant de l'épargne hors circuit bancaire avancé par le gouverneur de la Banque d'Algérie démontre l'ancrage de la culture de thésaurisation chez les agents économiques algériens. Elle est également une marque de méfiance à l'égard du système bancaire et financier du pays, ce qui nécessite une refonte complète du système.

A ce propos, le ministre Finances, Abderrahmane Raouya, a indiqué hier, lors d'une journée technique sur la modernisation des banques, que la modernisation bancaire constitue aujourd'hui un jalon décisif des réformes structurelles, devant favoriser la diversification de l'économie nationale et la mettre sur la voie d'une croissance plus soutenue.

Parmi les réformes qui toucheront le système bancaire, le ministre a cité, « l'extension du réseau des banques pour s'approcher davantage de la clientèle », ce qui est indispensables pour l'inclusion financière.

## Commerce

## Coopération

### **Algérie-Koweït : tenue de la 10<sup>ème</sup> session de la commission mixte le 21 février au Koweït (APS)**

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya coprésidera avec son homologue koweïtien, Nayef Falah Moubarak Al Hadjraf les travaux de la 10<sup>ème</sup> session de la commission mixte algéro-koweïtienne qui se tiendront jeudi prochain au Koweït.

Les travaux de la commission mixte algéro-koweïtienne se tiennent les 19 et 20 février au niveau des experts et le 21 février au niveau des ministres, a précisé la même source.

Cette rencontre permettra de passer en revue les relations de coopération qui lient les deux pays et de dresser le bilan de l'état de mise en œuvre des recommandations consignées au procès-verbal de la 9<sup>ème</sup> session qui s'est tenue à Alger du 27 au 29 septembre 2016, ajoute le communiqué.

Elle sera également "mise à profit pour identifier de nouvelles actions pour impulser une dynamique nouvelle à la coopération bilatérale multi-sectorielle et de finaliser certains textes juridiques échangés entre les différents secteurs d'activité".

Il sera aussi procédé à l'examen des instruments et des mécanismes susceptibles d'assurer un développement continu à la coopération bilatérale notamment pour promouvoir davantage l'investissement et le partenariat entre les deux pays. La délégation algérienne que conduira M. Raouya sera composée de différents départements ministériels et organismes.

### **Necib évoque la coopération bilatérale avec le ministre Cubain du commerce (APS)**

Le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, a reçu mercredi le ministre cubain du Commerce extérieur et de l'Investissement étranger et le Co-président de la Commission mixte algéro-cubaine, Rodrigo Malmierca Diaz, a indiqué son département ministériel dans un communiqué.

Au centre des discussions, "la volonté des deux parties de développer la coopération bilatérale dans le domaine des Ressources en eau à travers l'assistance technique et l'échange d'expériences", précise le communiqué. A cet effet, M. Necib a exprimé son souhait de reconduire le mémorandum d'entente qui lie les deux pays dans le domaine des ressources en eau et qui arrive à terme et d'élargir les axes coopération pour faire bénéficier d'autres établissements sous tutelle du ministère des Ressources en eau de l'expertise cubaine.

Pour sa part, M. Malmierca Diaz a fait part de la disposition de son pays à accompagner le développement du secteur des ressources en eau en Algérie en mettant à sa disposition le savoir-faire, l'expérience et l'expertise dont dispose Cuba.

#### **Veille**